



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté
Unité Départementale de la Côte-d'Or

Arrêté préfectoral n°1749 du 11 décembre 2023

portant prescriptions complémentaires
pour l'exploitation d'un centre de tri, transit et regroupement
et d'une installation de traitement de déchets non dangereux
de la société BOURGOGNE RECYCLAGE
à RUFFEY-LES-BEAUNE (21200)

Le Préfet de la Côte-d'Or

- Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 août 1998, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 5 août 1999, 18 juillet 2012 et 13 avril 2017, autorisant la société BOURGOGNE RECYCLAGE à exploiter un centre de tri de déchets ménagers issus de collectes sélectives et de déchets industriels banals sur le territoire de la commune de RUFFEY-LES-BEAUNE (21200) au lieu-dit « Travoisy » ;
- Vu** le dossier déposé par la société BOURGOGNE RECYCLAGE le 1er juillet 2022, portant à la connaissance de M. le Préfet de Côte-d'Or les modifications envisagées dans le cadre de la modernisation du centre de tri de déchets d'emballages ménagers recyclables implanté sur le centre de tri valorisation des déchets non dangereux de Ruffey-Les-Beaune ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 17 novembre 2023 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 août 1998 susvisé,

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la société BOURGOGNE RECYCLAGE portent sur la modification du centre de tri en chaîne de sur-tri de déchets plastiques conduisant à un élargissement de la zone de chalandise des déchets, une augmentation du volume de déchets entreposés sur site et à l'extension des plages horaires d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que le flux de déchets entrants de l'installation de sur-tri est le flux « développement » et provient d'installation de tri de déchets ménagers sur le territoire national, sous le pilotage d'un éco-organisme ;

CONSIDÉRANT que le montant des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2014 susvisé est inférieur à 100 000 € et qu'en application de l'article R.516-1 du Code de l'environnement, l'exploitant n'est pas tenu à l'obligation de les constituer ;

CONSIDÉRANT que les modifications des conditions d'exploitation susvisées n'entraînent pas de nouvel impact ou risque significatif sur l'environnement et les tiers ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les nouvelles caractéristiques techniques de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société Bourgogne Recyclage (n° SIRET 379 909 617 00027) dont le siège social est situé au Lieu-dit "Le Clozeau" 21200 RUFFEY-LES-BEAUNE est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 : LISTE DES INSTALLATIONS MODIFIÉES

Le tableau de l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971, la quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	70 t/j	A
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	2200 m ³	E
2716.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	2200 m ³	E
2713.2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la surface étant : 2. supérieure à 100 m ² et inférieure à 1000 m ² .	120 m ²	D
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 250 m ³ .	300 m ³	D

ARTICLE 3 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les dispositions de l'article n° 1.2.3. – Consistance des installations autorisées – de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2017 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées, est réparti de la façon suivante :

➤ Un centre de sur-tri de déchets plastiques

- Un bâtiment communiquant à ossature métallique de 1 305 m² et 1 500 m² accueillant les équipements suivants :

- ✓ un déliteur de balles ;
 - ✓ 2 séparateurs magnétiques de récupération des métaux ;
 - ✓ une trémie doseuse d'alimentation ;
 - ✓ 2 cribles balistiques ;
 - ✓ 3 cribles défineurs ;
 - ✓ 15 machines de tri optique ;
 - ✓ 9 tables de tri manuel regroupées dans une cabine de tri insonorisée et climatisée ;
 - ✓ 2 presses à balles ;
 - ✓ un ensemble de convoyeurs ;
 - ✓ une unité de fabrication d'air comprimé ;
 - ✓ une unité de dépoussiérage ;
 - ✓ une centrale de traitement d'air et de climatisation de la cabine de tri.
- Un bâtiment à ossature métallique de 1 500 m² accueillant une presse (150 t) pour la mise en balle des déchets triés.
- **Une unité de tri/traitement de déchets industriels banals (appelée « unité CSR »), constituée d'un bâtiment à ossature béton d'une superficie de 1700 m² et accueillant :**
- Un déchiqueteur sur broyeur lent pour préparation de la matière dans une granulométrie facilitant le tri soit un diamètre de 400 mm environ, une zone de décharge des déchets au Sud du bâtiment, une chaîne par tapis alimenteur, une chaîne de tri automatisée (balistique/optique) :
 - tri balistique pour séparation des fractions lourdes, légères et inertes et tri optique pour séparation du bois et des différents plastiques, un overband pour séparation des ferreux ;
 - Un nouvel accès pour desservir la partie Sud du nouveau bâtiment accueillant la zone de réception des déchets non dangereux d'activité économiques (DAE) et les divers non recyclables (DNR) à trier.
- **Un bâtiment d'accueil à usage de bureaux.**
- **Un bâtiment pour les locaux à usages sociaux.**

L'unité CSR permet de recevoir :

- des déchets d'activités économiques en mélange : papier, carton, métaux, plastiques souples et durs, bois, déchets inertes, etc ;
- des déchets divers non recyclables de déchetteries (encombrants) : meubles, plastiques durs et souples, objets composites, carton, textiles métaux, etc ;
- des déchets d'ameublements et d'équipements ainsi que les refus de tri issus de collecte sélective d'emballages ménagers.

L'organisation des zones d'activité et des zones de stockage est reprise dans le plan annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4 – ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES DÉCHETS

Les dispositions de l'article n° 2.1.4.2 – Origine géographique des déchets – de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2017 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

- les déchets admis sur le site proviennent prioritairement de la région Bourgogne-Franche-Comté et des départements limitrophes selon les dispositions du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets ménagers et assimilé ;
- pour ce qui concerne l'installation de sur-tri, les déchets pourront provenir du territoire national, selon les besoins exprimés par les éco-organismes ;
- pour ce qui concerne l'installation CSR, les déchets admis proviennent :
 - ✓ des refus de tri de l'installation de sur-tri ;
 - ✓ de la région Bourgogne-Franche-Comté et des départements limitrophes dans le respect des plans de prévention et de gestion des déchets en vigueur.

Exceptionnellement, le transfert de déchets provenant d'autres départements pourra être sollicité auprès du Préfet pour suppléer la défaillance temporaire d'une installation.

ARTICLE 5– Entreposage des déchets non dangereux

Les dispositions de l'article n° 2.1.4.7 – Entreposage des déchets non dangereux – de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2017 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

- Les conditions d'entreposages des déchets en attente de traitement, triés, traités et/ou conditionnés (balles) sont les suivantes :

Installation	Déchets	V max d'entreposage
Centre de sur-tri	Déchets issus des centres de tri de déchets ménagers en attente de tri	600 m ³
	Déchets en attente de conditionnement (stockeurs de la chaîne de tri)	295 m ³
	Déchets non dangereux non ménagers en attente de conditionnement	120 m ³
	Déchets triés conditionnés en balles	900 m ³
Unité CSR	DIB en attente de tri	100 m ³
	DNR en attente de tri	50 m ³
	DIB/DNR triés en bennes de 30 m ³	250 m ³
	CSR produit	600 m ³

- Les bennes de déchets sont triées dès leur arrivée. Les déchets sont ensuite traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation. La totalité des activités de tri est effectuée à l'intérieur des bâtiments.

ARTICLE 6 – HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION

Les dispositions de l'article n° 6.2.1 – Horaires de fonctionnement de l'installation – de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2017 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

- l'installation fonctionne du lundi au vendredi inclus de 7h00 à 22h00 et le samedi de 7h00 à 18h30.

ARTICLE 7 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société BOURGOGNE RECYCLAGE.

ARTICLE 8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de RUFFEY-LES-BEAUNE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise ainsi qu'au sous-préfet de Beaune.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale adjointe,
Signé
Amelle GHAYOU

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
n° 1749 du 11 décembre 2023
Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale adjointe
Signé
Amelle GHAYOU

Annexe – Plan d'organisation des zones d'activité et des zones d'entreposage

